

LOIRE ATLANTIQUE Les nouvelles

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 556 - 27 Février 1992 - Prix 2,50 F



RENFORCER L'OPPOSITION DE GAUCHE PAR LE VOTE COMMUNISTE

A trois semaines des élections régionales et cantonales, beaucoup de gens s'apprêtent à sanctionner le gouvernement.

Il est vrai que la politique de celui-ci qu'incarne Claude Evin dans notre département a de quoi accentuer le mécontentement de ceux qui, au quotidien, voient se profiler une cascade de mauvais coups qui accroissent le chômage et la précarité de leur existence. Sur fond de marché unique européen, c'est bien à un alignement social vers le bas que conduit la politique gouvernementale dont salariés et retraités constituent la cible privilégiée et pour laquelle un coup d'accélérateur est prévu après le 22 mars. Un électeur sur deux persiste dans sa volonté d'exprimer son mécontentement par l'abstention. Pour la plupart des gens le décalage est grand entre ce qui fait leur vie, l'accumulation des difficultés de leur existence et l'agitation, l'affairisme du bocal politicien - cette réaction de rejet qui n'épargne pas la droite, affecte principalement le Parti Socialiste. Elle porte en elle la contradiction suivante : à la fois geste de démission et dans le même temps recul de certaines illusions.

D'autres électeurs désirent opter pour des listes d'opposition factice, il en est ainsi du vote Le Pen dont nombre de ses partisans s'imaginent sanctionner une politique qui les déçoit, alors qu'ils se prononcent en fait pour l'amplification des pires orientations actuelles. Le vote écologiste, qu'il soit représenté par l'une (pro-gouvernementale) ou l'autre (politicienne sous des dehors de neutralité) des deux listes en présence, conduit quant à lui également à détourner le vote-sanction sans apporter de solution véritable aux problèmes que les gens vivent.

S'abstenir pour faire savoir un mécontentement que le gouvernement connaît, n'est pas efficace, car cela ne barre pas la route à la politique actuelle, cela laisse le champ libre au pouvoir et à la droite. Un seul vote permettra de condamner la politique gouvernementale et de renforcer l'opposition de gauche : c'est le vote communiste. Les récents sondages confirment ce qu'ont montré dans notre département les dernières élections partielles : la remontée de l'influence communiste est possible et pour la première fois il peut y avoir 2 élus communistes à la région.

Pour autant rien n'est joué d'avance. Pour réélire Jean-Louis Lecorre et élire Claude Constant au Conseil Régional, le 22 mars, tout dépend de nous, tout dépend de vous, lecteurs des Nouvelles. Ce que chacun va faire, pour gagner au vote communiste jour après jour, et son renforcement se mesure au nombre de gens que nous rencontrons, pour peu que nous nous y mettions tous, en faisant chacun la liste de celles et ceux que nous pouvons convaincre dans notre propre entourage.

C'est sur le terrain que tout va se jouer.

Yann VINCE
Membre du Bureau Fédéral

LICENCIEMENTS - BAS SALAIRES - PRÉCARITÉ
TRAVAIL DU DIMANCHE - CASSE DE LA SÉCU
ET DES RETRAITES

PAS QUESTION

MES DROITS - MON STATUT - MON EMPLOI
LE SMIC A 7 000 F - UN LOYER ACCESSIBLE
L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE POUR TOUS

J'Y TIENS

LE 22 MARS J'AGIS EFFICACEMENT
JE VOTE ET JE FAIS VOTER POUR
LES CANDIDATS PRÉSENTÉS PAR LE PCF

Nom & Prénom	Qualité	RÉTIRE
MAHE Pierre		
MAHE Suzanne		
PABDES Robert		
MARZOS Jean Paul		
MOKAN Tom		
Cartier Etienne		
HAYNAU André		
du Baron Roni		
PINEL Pierre		
PICONNIER		
PICONNIER		
DREAN		
LEGAL		
Beun		
Buffon		
LE PERRON		
DESVAR		
CAREL		
Roche		

SOMMAIRE	2-3	4-5-6	7-8
PCF : UNE BONNE SANTÉ		L'AÉROSPATIALE	RETRAITES
LA POSTE		LA SNCF	LES INÉGALITÉS
L'HOPITAL		L'ÉCOLOGIE	ESPACE D'ESPOIRS
		LES DOCKERS	
		LA NAVALE	

AIDEZ LE PCF A ETRE PLUS PRESENT A VOS COTÉS

SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE

Comptes arrêtés au 20 février 1992

ENGAGEMENTS DES MEMBRES DU COMITE FEDERAL

(suite)

BUSSEUIL Pascale : 300 F, candidate aux Régionales ; GUILLE Marcel : 300 F, candidat aux Régionales ; LEROY Madeleine : 200 F ; TEXIER Guy, 600 F, candidat aux Cantonales ST NAZAIRE-OUEST ; BOUYER Hubert : 1 000 F, candidat aux Régionales.

SECTION DE NANTES

Dons des cellules : S.N.C.F. 921,60 F - Cellule DOUINEAU : 300 F.

Versements sur listes : anonyme 200 F - Michel BARILLER : 230 F - Cellule Thorez (Boissière) : Gildas et Martine HAREL : 1 000 F - Cellule MOQUET : Jeanine TROUILLARD : 80 F - Joëlle et Michel LE HERISSE : 400 F - Cellule Tenine : Annie BURAUD : 180 F.

SECTION DE SAINT-NAZAIRE

Dons des cellules : Section 4 000 F - Cellule Jean de NEYMAN : 500 F - CDH Chenaie : 250 F - Dolmen : 500 F - Kanapa : 500 F. CDH : 8 000 F.

Engagements des membres du comité de section : Monique CADORET 300 F - Yvette et Gérard RASTEL : 1 000 F (candidat aux Régionales) - Babette MARTIN : 300 F.

Versements sur listes : François DREAN, vétéran : 1 000 F - CADORET C. : 100 F - SACCANI Mirco : 100 F - Anonyme : 50 F - MORAND : 300 F - MINIER : 100 F.

SECTION DE LA BASSE-LOIRE

Engagements des membres du Comité de section : Roger BARBOTTEAU : 1 200 F.

Versements sur listes : Yvette et Yvon BONTEMPS : 200 F - Claude ARTEAUD 100 F.

SECTION DE LA BRIERE

Dons des cellules : Montoir Air Sain : 400 F - La Chapelle des Marais : 500 F - Montoir la ramée : 1 025 F. Engagements des membres du Comité de section : Jean-Claude AUDOIN 100 F - Maryline BIHAN 300 F. Versements sur listes : La Chapelle des Marais : 280 F.

SECTION DE REZE

Dons des cellules : Cellule JOUAUD : 500 F. Engagements des membres du Comité de section : Marcel BOIZIAU : 480 F (candidat dans le canton de Saint-Philbert de Grandlieu) - Vincent LUCAS : 150 F. Versements sur listes : Cellule de La Chevrolière : Nicole AUDOUAIRE : 50 F - André LE MOILE : 50 F - Dany JUIIN : 80 F - Franck ORDRENNEAU 200 F - Annie SCHEDID : 20 F.

SECTION DE SAINT-SEBASTIEN

Dons de cellules : cellule de Saint-Sébastien : 155 F - Cellule Marcel PAUL : 500 F. Versements du listes : cellule Noblet : M. LE JONCOUR : 100 F - M. JEGOU : 50 F.

SECTION DE SAINT-HERBLAIN

Dons de cellules : Cellule Viaud-Juron : 1 000 F - Cellule Jara : 41 F - Cellule Lénine : 300 F - Cellule commune de Paris : 400 F.

Engagements des membres du Comité de Section : Claudine JACOTIN : 300 F.

Versements sur listes : Anonyme de la cellule commune de Paris : 100 F - G. SIMONIN : 80 F.

PRESQU'ILE GUERANDAISE

Dons des cellules : Section : 1 500 F.

SECTION DU VAL DE LOIRE

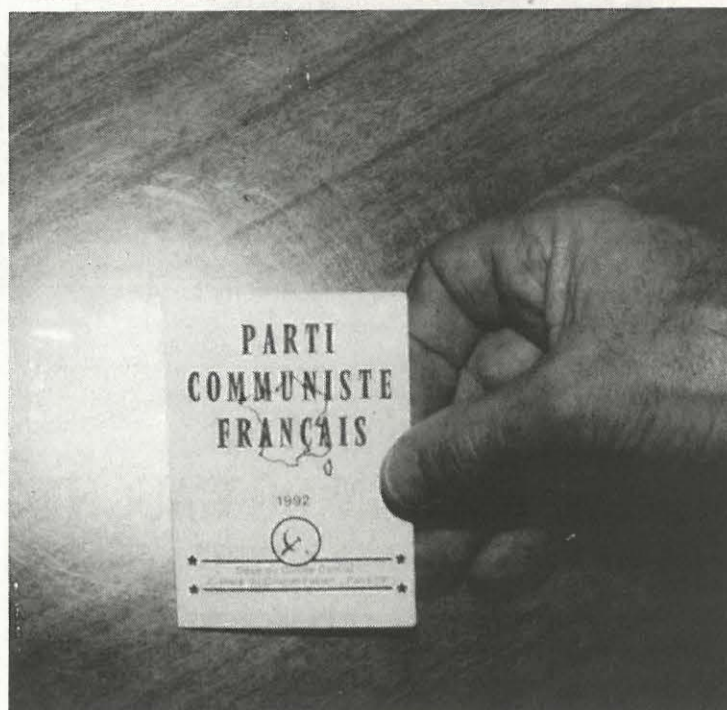
Dons des cellules : Cellule (Sainte-Luce) : 500 F.

SECTION DE LA MONTAGNE

Engagements des membres du Comité de Section : Roland JEANNINGROS : 300 F - Roland DUSSOUS : 100 F.

Versements sur listes : LA MONTAGNE : M. et MMe STEPHAN Paul 100 F.

RENFORCEMENT DU PARTI COMMUNISTE



MALAKOFF

Le samedi 8 février 1992 les communistes de la cellule Danielle Casanova de Malakoff tenaient leur Assemblée Populaire.

Plus d'une quarantaine de personnes avaient répondu à leur invitation.

On notait la présence des deux candidats communistes du quartier aux élections régionales : Ghislaine LELOUP et Claude CONSTANT, adjoint au Maire.

Celui-ci, dans son allocution, devait dénoncer la politique gouvernementale, éclairer les enjeux des élections du 22 mars prochain en

démontrant qu'il existe une opposition de gauche dans le pays : le Parti Communiste.

Le repas fraternel qui suivit fut l'occasion de débats intéressants entre les convives et la soirée se terminait par le tirage de la tombola, laquelle permettra de contribuer au financement de la campagne électorale au Parti.

Les militants de la cellule CASANOVA ont vu leur efforts récompensés puisque lors de la préparation et au cours de la soirée 5 nouveaux adhérents sont venus les rejoindre.

BREIL MALVILLE

La cellule Gaston Turpin du quartier du Breil Malville tenait son assemblée populaire le samedi 15 février, soirée amicale autour d'un repas africain et d'un débat sur la politique du Parti Communiste Français.

La discussion a été riche puisque

6 adhésions ont été réalisées. Des rendez-vous pris pour continuer la discussion engagée pour que tous contribuent à gagner au vote communiste pour le 22 mars.

Comme prévu, après la discussion et le repas cette chaleureuse soirée s'est terminée en dansant.

SAINT-HERBLAIN

Une bonne cinquantaine de personnes se sont retrouvées au banquet organisé par la section de Saint-Herblain du P.C.F. Après les allocutions de Christian Favreau, secrétaire de section, et de Marie-Bernadette Fleurance, candidate sur

le canton de Saint-Herblain-Est, appelant à voter et à faire voter pour les candidats communistes le 22 mars prochain, discussion et gaieté ont meublé une soirée réussie. Une adhésion au P.C.F. a été réalisée.

JE VERSE la somme de

NOM

Prénom

Adresse

à l'ordre de Gilles Bon Temps - CCP N° 4400-47 W NANTES - 41, rue des Olivettes - 44000 NANTES



Une vue du banquet de St-Herblain.

MEETINGS ELECTORAUX

AVEC

JACKIE OFFMANN

membre du Bureau Politique du PCF
et

LES CANDIDATS

NANTES 17 MARS

20 H 30 Salle A. Croizat - Bourse du Travail

SAINT-NAZAIRE 18 MARS

20 H 30 Salle R.G. Cadou - Maison du Peuple

CHASSEURS ET PÊCHEURS

Les chasseurs sont en colère et manifestent. Pêcheurs usagers de la Brière et des zones humides sont inquiets.

C'est pourquoi Jean-Louis LE CORRE, conseiller régional, maire de Trignac et Marc JUSTY, maire de Saint-Joachim invitent tous ceux qui sont préoccupés du devenir de la pêche et de la chasse à venir en débattre à Saint-Joachim le :

Vendredi 28 février
à 20 h 30
à la salle des fêtes

VOUS AVEZ DIT « SÉRIEUX » ?

Olivier GUICHARD a déclaré « qu'en dehors de gens sérieux comme nous et les communistes » le débat électoral des régionales se révèle pauvre.

Bien sûr les communistes, les élus communistes de la Région, sont des gens sérieux et responsables. Ils le prouvent dans leur démarche, dans leurs propositions, dans la défense des intérêts des populations et de la région.

Le Président du Conseil Régional reconnaît leur sérieux. Dont acte.

Sérieux, également, M. GUICHARD ? Sans doute. Mais la différence fondamentale entre lui et les communistes est que les intérêts qu'il défend sont diamétralement opposés à ceux défendus par les communistes.

Il protège les privilèges de la classe possédante. Les communistes protègent les conquêtes sociales des travailleurs et luttent pour une société plus juste.

Deux logiques inconciliables.

UN CONNAISSEUR

Invité de « l'Heure de vérité » sur Antenne 2, Raymond Barre a rendu un vibrant hommage à l'actuel ministre de l'Economie et des Finances en déclarant : « J'ai suffisamment soutenu la politique de M. BÉRÉGOVOY pour pouvoir le dire ».

Poursuivant dans le même registre, il s'est déclaré prêt à accepter « une entente d'un président et d'une Assemblée issus de tendances différentes ».

Il est vrai que la politique actuelle se confond tellement avec celle de la droite...

Raymond BARRE n'a donc pas d'état d'âme : soutien à la politique du gouvernement et soutien, comme il vient de le déclarer dans le département, à Olivier Guichard pour l'action qu'il mène au niveau de la région.

LA POSTE : UN CONTRAT DE PLAN CONTRE LE SERVICE PUBLIC



Le premier Conseil d'Administration de la Poste pour l'année 1992 s'est réuni le 8 janvier afin d'examiner le contrat de plan entre l'exploitant public LA POSTE et L'ETAT.

Ce contrat de plan qui dégage des choix pour les 3 années à venir, n'assure ni l'autonomie de

la Poste ni l'indépendance financière vis à vis de l'Etat contrairement à ce que promettait la Loi Quilès.

Conçu dans une logique de concurrence et de profit sur injonction des instances dirigeantes de la Communauté Européenne, ce contrat pro-

gramme l'étranglement de pans entiers du service public et place la poste en difficulté pour assurer son rôle au service de tous.

Il faut s'appeler Jean-Marie Rausch pour oser écrire dans Message que « ce contrat est un contrat de confiance réciproque » alors qu'il est critiqué par la presse de toutes opinions et que la Commission supérieure du service public a émis un avis négatif sur son contenu rejeté en séance par toutes les organisations syndicales.

Pour dégager des recettes exceptionnelles, la Poste cherche à vendre une partie de son patrimoine immobilier (délocalisation importante à Paris), à réviser en baisse les classifications et à séduire les effectifs.

Actuellement, ce que vit la poste avec :

- l'inversion du sens de l'avion au CTA,

- l'absence de relevage des boîtes à lettres en ville le dimanche,

- la modification des horaires de services néfastes au personnel et aux usagers,

- le recours empressé à l'auxiliaire corvéable à toute heure découle de choix politiques plaçant la Poste sous tutelle des banques et des réseaux parallèles privés.

Les directives européennes du Livre Vert Postal indique que seule la lettre de moins de 20 grammes sera conservée sous monopole.

Rien n'est fatal, cette orientation du déclin du réseau postal peut être stoppée avec l'engagement du personnel et des usagers qui majoritairement ont des intérêts à promouvoir ensemble. Les communistes de la Poste et de la Ville de Nantes le proposent.

LE SYSTÈME HOSPITALIER SOUS LE POIDS FINANCIER

La hausse du prix de journée qui vient d'être annoncée à l'établissement hospitalier d'Heinlex : 50 % en 3 ans et demi, sera ressentie dramatiquement par les résidents et leurs familles qui auront à payer 9 000 F par mois au lieu de 6 000 actuellement. On donne pour explication le coût d'une modernisation nécessaire à un cadre plus adapté aux soins et plus humain. Dans d'autres maisons

de retraite : Le Traict, Montoir, on augmente le prix de journée pour compenser des frais de cambriolage... Maintenant qu'à Heinlex les résidents et les familles sont mis devant le fait accompli, et que le préfet s'est montré dans une lettre à J.L. Le Corre d'une hypocrite discrétion sur les hausses, on laisse espérer ça et là des aides départementales, ou allocations compensatrices parcimonieuses.

C'est-à-dire que les résidents, déjà dépendants physiquement ou psychologiquement, seront soumis à une troisième dépendance : « mendier pour demeurer ». Car toutes les familles ne peuvent assurer le maintien chez elles des personnes grandes dépendantes, ni payer 12 500 par mois de soins globaux à domicile.

En revanche quand les travaux seront terminés, les entrepre-

neurs se frotteront les mains (68 millions) le pouvoir (droite ou socialiste) pavovra devant une réalisation qui aura même fait sa place à l'écologie).

Telle est notre société, où la Sécurité Sociale est réduite à la portion congrue : des anciens ne pourront plus accéder financièrement à un ensemble d'établissements de long séjour au moment même où ceux-ci seront devenus agréables : est-ce cela l'humanisation, le progrès ?



Une partie du centre hospitalier d'Heinlex.

LES COMMUNISTES PROPOSENT

L'hôpital doit disposer des moyens financiers et en personnels nécessaires à sa mission de service public liant les aspects sanitaires et sociaux. Le système de financement et de gestion doit partir des besoins, évalués dans un but thérapeutique et au service de l'ensemble de la population. A côté de la Sécurité sociale, l'Etat doit assumer toutes ses responsabilités quant aux investissements et aux mesures financières, libérant l'hôpital de charges incluses qui pèsent sur lui (T.V.A., frais financiers d'emprunts, recherche, formation initiale et continue, taxes salariales, surcompensation des cotisations retraites).

AÉROSPATIALE : LA SANTÉ INDUSTRIELLE VA DE PAIRE AVEC DE BON

« Le Quotidien » du 25 janvier 1992 titrait « L'AÉRONAUTIQUE MENACE DE QUITTER LE C.N.P.F. ». En attendant, la société continue de payer 80 millions de francs de cotisation à cet organisme patronal. Dans cet article, le président Martre « très en colère » critique la politique de la Bundesbank qui par le maintien des taux d'intérêts élevés favorise le mark, dévalue « ipso facto » le dollar, pénalisant le franc et par là même les industries françaises et principalement l'AÉRONAUTIQUE.

LE RÉVEIL TARDIF

Le repli industriel français devant l'apopéit allemand n'est pas une chose nouvelle.

- EUROCOPTER est à ce point significatif car avec une industrie des hélicoptères réalisant 7 fois moins de chiffre d'affaires que la division hélicoptère de l'Aérospatiale les Allemands s'emparent de 40 % de la filiale commune Eurocopter !!!



M. MARTRE, le PDG de l'aérospatiale, en compagnie de son ministre de tutelle, Paul QUILES - une même politique.

EN 1993, M. MARTRE, PRÉTENDANT QU'IL FALLAIT ÊTRE DANS LA VALISE FINANCIÈRE DE LA R.F.A.

Ainsi il convenait donc d'avoir une stratégie industrielle allant dans ce sens. Aujourd'hui M. MARTRE poursuit son allocution avec l'industrie allemande puisqu'il affirme « en 1994, 85 % du chiffre d'affaires de l'Aérospatiale sera réalisé dans le cadre de la coopération allemande ».

On pourrait sourire s'il ne s'agissait du dramatique problème de l'emploi.

Cette stratégie prétendue en place pour « remuscler » notre industrie livre notre oxygène industriel à la R.F.A.

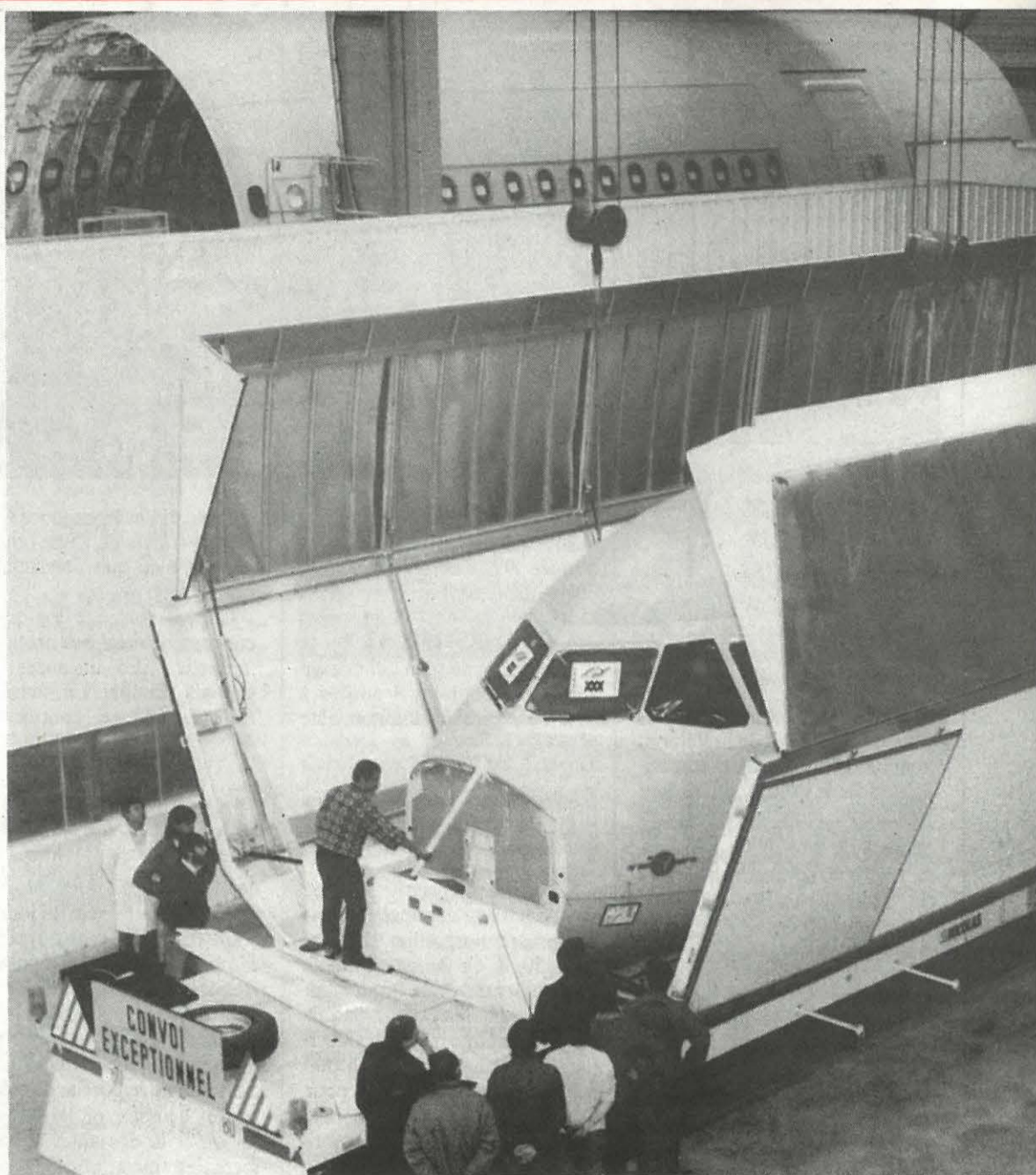
QUE PENSE-T-IL DES SALAIRES ALLEMANDS ?

Après une augmentation de 7 % de leurs salaires en 1991,

les métallos allemands viennent d'obtenir 6 % pour 1992. Avec une inflation de 3 % l'augmentation du pouvoir d'achat est plus que sensible. M. MARTRE considère démagogique toute négociation salariale au delà de 2,5 % pour l'année. On peut apprécier la perte du pouvoir d'achat, et la casse résultant des accords au rabais, dans l'aéro en France, mis en évidence même par les syndicats ayant signé des accords.

LA SANTÉ INDUSTRIELLE VA DE PAIRE AVEC LES SALAIRES

La satisfaction des besoins des travailleurs passent par l'augmentation des salaires. Quand les communistes s'opposent au transfert de l'A 321 à Hambourg, ils démontrent que la santé industrielle,



l'économie du pays va de paire avec de bons salaires, de bonnes qualifications basées sur une formation valorisante, des conditions de travail progressistes (comme la durée du temps de travail à 35 heures par semaine sans perte de salaire).

LES ATOUTS DOIVENT ÊTRE EXPLOITÉS

La France a des atouts qui peuvent et doivent être mis en évidence et exploités. L'Aérospatiale se situe bien dans cette perspective, par la variété de ses productions et la perspective de développement qu'elle présente !

ARRÊTER LE SABOTAGE HUMAIN

Tout progrès social, toute performance de notre industrie doivent satisfaire aux besoins des hommes et ne peuvent se faire sans eux. Avec les communistes, les

travailleurs de l'Aérospatiale sauront faire entendre leur volonté d'une autre politique pour d'autres objectifs.

Contrairement à ce que déclare le P.D.G., le dollar faible et plus globalement la politique monétaire des USA ne sont pas les seules causes du handicap français. L'aéronautique française, malade des choix financiers opérés, a en fait besoin, pour mieux se porter, d'une relance de la recherche, de la formation, de l'emploi qualifié, des salaires sur le sol national ainsi que de véritables coopérations répondant à ces critères. Ce qui serait aussi un moyen de lever progressivement les contraintes du marché financier.

SNCF : SUP

4 800 suppressions d'emploi région de Nantes, des salaires chagrin, des choix de gestion tat financier qui ne font qu'ions de vie et de travail de la SNCF.

Le service public est d'autre aux besoins des usagers

POURQUOI EN EST-ON LA ?

Chaque choix de gestion de direction générale et des directions régionales est aujourd'hui guidé par l'argent et la recherche du profit. Le service public est soumis aux règles du capitalisme.

En réalité, lorsque le gouvernement et la direction S.N.C.F. élaborent, décident et mettent en œuvre ces choix, ils le font en toute lucidité.

Il n'y a aucune fatalité à cette situation. Elle résulte de choix politiques qui deviennent de plus en plus intolérables pour les cheminots comme pour les usagers.



S SALAIRES



L'ÉCOLOGIE EST UNE CHOSE SÉRIEUSE

Toute personne attachée à la préservation et à la mise en valeur des milieux naturels... à l'Environnement... a eu l'occasion, l'été dernier, de se réjouir de la proposition de M. LALONDE, Ministre de l'Environnement - de classer « Grand Site Naturel » les marais salants.

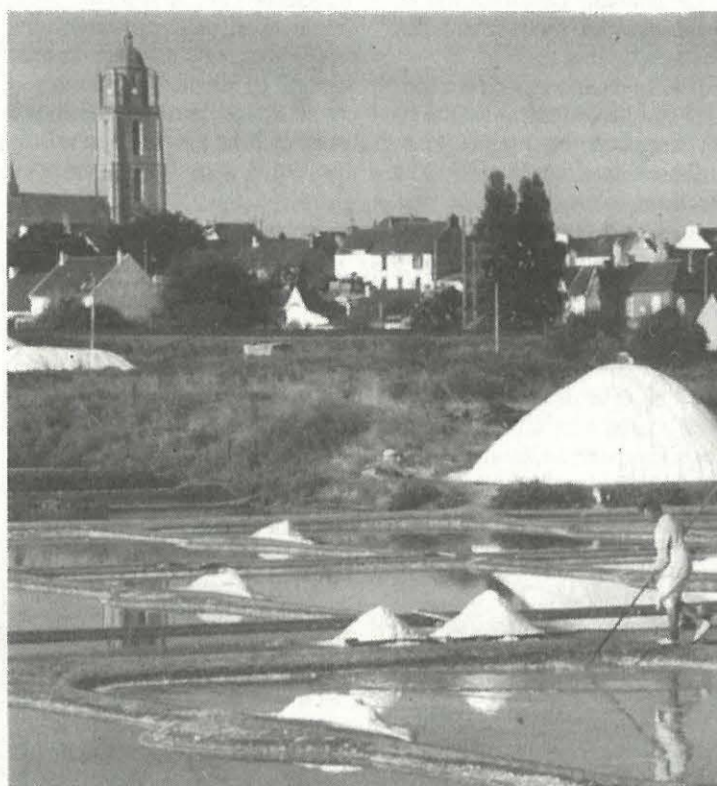
Seulement les marais salants ne constituent pas - au sens strict - un site naturel. Sans l'activité de l'homme ils n'existent plus !... Dans un courrier adressé début Novembre 91 à M. LALONDE, Pierre LE BERCHE, Maire de Batz-sur-Mer, lui a demandé d'obtenir du gouvernement - dont il est membre - la prise en compte du coût des intérêts d'un crédit, assurant aux paludiers une « avance sur recettes ». Ce relais de trésorerie leur permettrait de vivre dans l'attente de l'écoulement des stocks (importants après 3 bonnes saisons).

Deux mois plus tard : pas de réponse... même pas pour accuser réception. Pendant ce temps la procédure de classement du Site suit son cours... Pour quoi faire ?... Pour classer une « coquille vide ». Car, en effet - il y va de la survie du marais - les problèmes matériels des paludiers deviennent tels qu'ils ne peuvent plus « tenir » pour un bon nombre d'entr'eux.

La question est donc bien celle-ci : que veut dire être écologiste ?... S'il s'agit de parler de la nature, sans concerner l'homme, c'est un peu simple... A moins qu'il s'agisse, en fait, d'une opération politique pour récupérer des électeurs qui ne font plus confiance au pouvoir en place !

Notre conception de la défense de l'Environnement n'est évidemment pas celle-là, car elle prend en compte la présence de l'Homme... Et cela conduit à une logique... On ne peut, par exemple, parler de la Loire sans considérer qu'elle traverse des villes... qu'il faut de l'eau... alors que l'été, parfois, il n'y en a plus... Par contre elle peut avoir des crues terribles en hiver... Aménager en prenant en compte les espaces naturels ne veut pas dire « bétonner ».

Concernant nos campagnes, pendant la période dite de « cohabitation », Monsieur MITTERRAND et Monsieur CHIRAC ont accepté à Bruxelles la mise en jachères de millions d'hectares de bonnes terres. En même temps on pratique sur les surfaces exploitées une agriculture et un élevage intensifs, provoquant des rejets de nitrates dans les eaux souterraines et les rivières... Ce qui permet à M. LALONDE de venir, au journal de 20 heures, faire la morale aux agriculteurs... alors que ceux-ci ne souhaitent que maintenir leurs revenus !... Une agriculture extensive, avec des cours à la production rémunérant correctement leur travail leur conviendrait beaucoup mieux !... C'est l'intérêt de nos campagnes... et de notre pays.



Autre exemple : la pêche et le plan MELLIK de diminution de notre flotte... pour préserver la ressource paraît-il ! N'eût-il pas été souhaitable d'être - d'abord - plus vigilant par rapport aux capacités des matériels embarqués, ainsi qu'à « la maille » des produits qui sont parfois ramené à terre ?...

En outre, pendant que la France diminuait de 10 % sa flotte de pêche côtière, l'Espagne l'a réduite de 2 %, le Portugal et le Danemark de 3, et la Hollande et le Royaume-Uni n'ont pas respecté les directives

communautaires... (Déclaration au « Télégramme de Brest » de Manuel MARIN, Commissaire Européen à la pêche).

Le littoral breton a vu en un an près d'un millier de marins pêcheurs s'inscrire aux ASSÉDIC... et voit mourir ses petits chantiers navals et ses entreprises d'armement... Mais cela permet à nos gouvernants - ainsi qu'à la Droite qui soutient tout à fait cette politique - de se déclarer « les meilleurs élèves de la Classe Européenne ».

Mais, d'une Europe de la finance, pas celle des peuples.

PRESSIONS D'EMPLOIS - FERMETURES DE GARES ET... VENTE DE LOCOMOTIVES

ois prévues en 1992 dont 300 sur la es se réduisant comme une peau de exclusivement tournés vers le résultat accentuer la dégradation des conditions cheminots, telle est la situation à

nt plus malade qu'il ne peut répondre comme il le devrait.

LA SNCF VEND DES LOCOMOTIVES POUR RÉALISER L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Pour réaliser l'équilibre financier fin 1991, la direction SNCF a trouvé de nouvelles recettes : elle a appliqué un plan d'économie pour diminuer les dépenses d'environ 800 MF et elle a vendu 104 locomotives électriques à des investisseurs américains (700 MF) et qu'elle a reloués aussitôt.

Imaginez-vous que vous ayez des difficultés financières pour boucler votre budget et bien vous vendez votre maison et vous la louez aussitôt pour rester dedans. Voilà où en

est rendue la direction SNCF. Que va-t-on vendre à la fin de l'année pour équilibrer le budget ?

La Direction Régionale de Nantes a annoncé la suppression de 80 trains et de 3 cars SNCF dits « Express d'Intérêt Régional » sauf si les collectivités locales (Région et Département) paient : c'est à dire les cheminots et les usagers. Elle applique cette logique financière.

En diminuant les effectifs, la Direction considère l'emploi comme un coût et qu'il sert avant tout de régulateur des charges lorsque les comptes se détériorent. Tel est le sens des 4 800 suppressions dont 300 à Nantes.

SE RASSEMBLER POUR METTRE EN ECHEC CETTE POLITIQUE

Cette politique ne doit rien à la gauche mais tout à la droite. Elle est menée par les dirigeants socialistes avec des représentants de la droite au pouvoir.

Le seul moyen de faire prévaloir d'autres choix politiques, c'est qu'une majorité de gens s'unissent pour l'exiger.



Une gare en sursis.

LE DRIAN REPOUSSE SON PROJET DE LOI AU 2 AVRIL

Le ministre Le Drian est en recul face au mouvement des dockers.

Il vient d'annoncer qu'il déposera son projet de loi le 2 avril à l'Assemblée Nationale.

Ce choix, reculé après les élections, n'est sans doute pas étranger aux craintes du gouvernement engagé dans sa politique de recession, de remises en cause des acquis sociaux et qui est de plus en plus désapprouvé au sein de l'opinion.

Il convient donc de mettre à profit ce laps de temps supplémentaire pour soutenir et élargir la lutte des dockers et renforcer, à l'occasion du 22 mars, l'influence du Parti Communiste la seule force politique, avec ses élus, à défendre les dockers, leurs acquis, les professions portuaires et toute la filière maritime.

l'appel de la Fédération des ports et dockers, pour protester contre le projet de réforme de leur statut et l'attente au développement de la filière portuaire que constitue le projet du ministre Le Drian.

La direction du syndicat nazairien des dockers, qui depuis le début fait cavalier seul et qui ne s'est associé qu'une fois au mouvement de grève, envisage de créer sa propre entreprise de manutention. D'aucuns, à la Direction du Port autonome et parmi les patrons portuaires, voient cela plutôt d'un bon œil, ainsi que... le ministre lui-même.

Cette initiative ne va-t-elle pas dans le sens de la disparition de la profession, de ses prérogatives et de ses acquis ? Il y a de quoi s'interroger.

Samedi, dimanche et lundi les dockers étaient en grève, à



NÉCROLOGIE

Notre camarade Jacky ROUAUD, conseiller municipal de Saint-Nazaire, a eu la douleur de perdre son père. Que, dans cette épreuve, Jacky soit assuré de toute notre sympathie. A lui et à sa famille nous présentons nos sincères condoléances.

Nous avons la douleur d'apprendre le décès de notre camarade Maurice ROUBA, de la cellule de Certé-Trignac.

A son épouse, notre camarade Solange, et à ses enfants, nous adressons notre fraternelle et chaleureuse sympathie.

MICKEY-L'ARNAQUE

Euro-Disney, le parc d'attraction de Marne-la-Vallée fait parler de lui, et, pas en bien, à quelques semaines de son ouverture.

300 entreprises qui ont travaillé sur le chantier Euro Disneyland ont engagé des poursuites contre le groupe américain qui refuse de leur payer les dépassements de cahiers des charges dont il est redevable. Elles envisagent d'empêcher l'inauguration du parc de loisirs prévue le 12 avril prochain.

Parmi elles, l'entreprise nazairienne, LETENDRE et SAUTIERE qui a fait appel à la justice en espérant bien récupérer son dû : la bagatelle de 10 millions de francs lourds.

Mais les différends globaux avec les entreprises qui ont œuvré sur le site représentent la somme astronomique de 850 millions de francs.

DE NOUVELLES ATTAQUES SE PRÉPARENT AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

La perspective de recession est à nouveau à l'ordre du jour avec le plan d'entreprise présenté qui ressemble à s'y méprendre à celui présenté en Septembre 1989. Or, le conflit de cette fin d'année-là avait profondément perturbé les desseins de la direction et celle-ci avait du plier dans les domaines suivants :

- les salaires,

- la charge de travail des commandes,
- l'attaque contre le statut social,
- l'entité de l'entreprise

Avec un rapport de force profondément modifié en sa faveur, elle revient à la charge. Même si la forme est quelque peu modifiée, le fond reste le même :

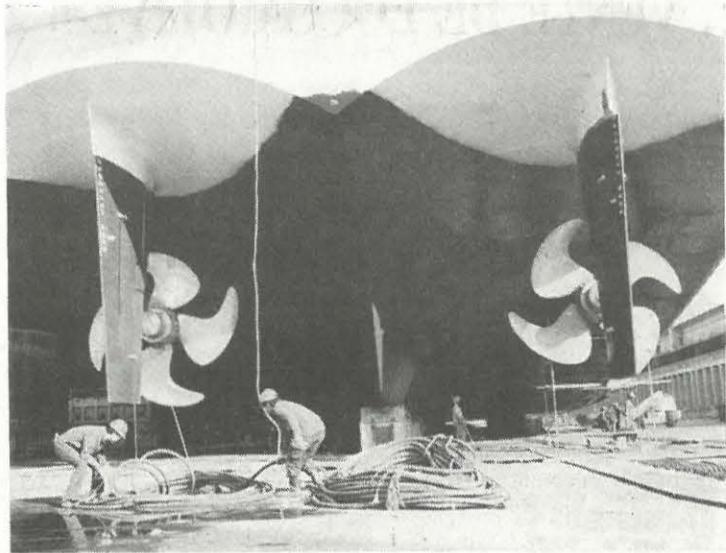
- baisse des effectifs sédentaires,
- développement de la sous-traitance,
- maintien en niveau de la production ; c'est-à-dire : recul sur le marché parce qu'il y a d'une part amélioration permanente de la productivité et d'autre part une forte progression du carnet de commande mondial.

Ces orientations négatives ne peuvent se prendre sans l'aval du pouvoir politique, incarné aujourd'hui par le Parti Socialiste et d'une partie de la droite. C'est, par exemple, l'autorisation de commander un car-ferry par la C.M.N., filiales de la S.N.C.F., donc de l'Etat, en Filande. Alors que ce navire aurait, entre autre, contribué à alimenter immédiatement le

plan de charge des bureaux d'études qui connaissent une situation préoccupante.

La forte progression du carnet des commandes mondiales montre encore une fois qu'il y a de la place pour plusieurs grands chantiers en France et que les Chantiers de l'Atlantique ont toute leur place à conserver, voire améliorer, sur le marché mondial.

La campagne électorale qui s'ouvre verra une nouvelle fois le Parti, les communistes des Chantiers, les candidats présentés par le P.C.F., les ardents, et sûrement les seuls véritables défenseurs de la construction navale, du développement de toutes ses potentialités industrielles, économiques, sociales.



LA FIÈVRE DU CHÔMAGE

A défaut de mettre en œuvre une politique qui crée des emplois, le gouvernement a élaboré un décret et deux arrêtés précisant les droits et obligations des demandeurs d'emplois, ce qui aura surtout pour effet de faire disparaître des chômeurs des statistiques.

PERCHOIR EN OR

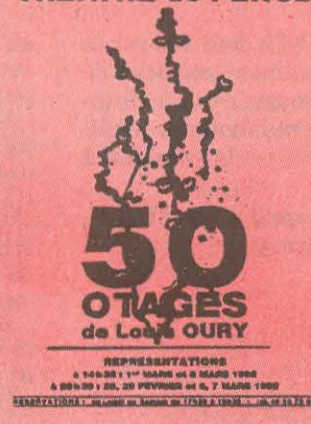
Le récent changement de président de l'Assemblée nationale

a permis d'apprendre que le titulaire de ce poste perçoit une indemnité mensuelle de 83 661,21 francs soit plus de 20 fois le salaire d'un smicard, sans compter un très respectable budget de réceptions.

Il dispose en plus d'un magnifique hôtel, d'une somptueuse voiture de fonction avec chauffeur et de quelques autres menus avantages.

La V^e République est plus généreuse pour ses présidents que pour les manants.

THEATRE de FERCE



« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.85.76
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P.408
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX



Peinture,
Papier-peint,
Moquette



Isolation
extérieure



André Sagot
PEINTRE

8, impasse Georges Sadoul
44400 REZE

☎ 40 84 18 98

CHÈRE EUROPE...

Le coût des récents accords de Maastricht, c'est une hausse de 30 % des dépenses de la CEE. La création d'un impôt européen représenterait un tiers de la fiscalité sur le revenu des français.

L'Europe capitaliste chère, à quelques nuances près, à tous les groupes politiques, excepté le PCF, coûte de plus en plus cher. Déjà la France versait beaucoup plus dans l'escarcelle européenne qu'elle n'en recevait. Ce sera pire et Bérégovoy vient de proposer l'impôt européen !

Jacques Delors vient de présenter les grandes lignes du prochain budget européen pour les années 1993-1997 : c'est une hausse colossale puisqu'il passerait de 460 milliards de francs à 600 milliards.

La part de la France qui était de 70 milliards en 1991 est prévue pour 84 milliards en 1992. La dérive prévue fait que la facture pour cette année s'élèvera à 94 milliards de francs. Cela représente 30 % de l'impôt sur le revenu payé par les français.

PARIS, 13 FÉVRIER (AFP)

Le Ministre de l'Economie et des Finances a évoqué jeudi à titre personnel, la possibilité d'instaurer un impôt européen pour financer le budget de la Communauté.

LES VERTS : OUI A MAASTRICHT

« Je crois que Maastricht n'est pas allé assez loin, mais nous disons que nous sommes toujours dans la même logique : celle de construire rapidement une Europe monétaire, une Europe économique », déclarait Antoine Waschter à Europe 1 le 12 février dernier. Et s'il y avait un référendum « Pour ce qui nous concerne nous appellerons à voter oui » a affirmé le leader des Verts.

RETRAITÉS : CE SERA APRES LES ELECTIONS !

LES PROPOSITIONS DES COMMUNISTES

Courageux, mais pas téméraire, le gouvernement vient d'annoncer que les mesures négatives prévues pour les retraites ne seront discutées au Parlement qu'en Avril ! C'est-à-dire après les élections.

On se rappelle que l'objectif est d'en finir avec la retraite à 60 ans dans les conditions actuelles que certains, comme les agriculteurs viennent tout juste de découvrir.

Pour avoir pension entière, il faudrait 40 voire 42 ans de cotisations au lieu de 37,5. S'ajoutant aux cotisations actuelles, un nouvel impôt serait créé et enfin c'est l'encouragement à se tourner vers les retraites par capitalisation, interdites aux plus modestes. A se rappeler le 22 mars.

Dans le programme qu'ils ont adopté au 27^e Congrès, les communistes proposent de « défendre, étendre et améliorer la protection sociale ». A cette fin, ils se prononcent pour « assurer durablement un financement équilibré de la Sécurité sociale ». Ce qui suppose, notamment, de faire payer la cotisation aux revenus financiers au taux de 13,6 %, ce qui aurait rapporté, en 1989, plus de 40 milliards de francs, soit quatre fois plus que le montant du déficit actuel. Augmenter les cotisations des entreprises, diminuer les cotisations salariales, réformer la cotisation de l'entreprise de façon à faire payer plus fortement le capital tout en favorisant la création d'emplois. Il s'agit

d'amener progressivement la part des entreprises à financer les trois quarts des ressources de la Sécurité sociale, ce qui était l'objectif fixé à sa création. A propos des retraites, le PCF s'oppose aux projets visant à démanteler le système par répartition de retraite à 60 ans du régime général ainsi que des régimes particuliers spéciaux et complémentaires. Il revendique le droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et les salariés ayant exercé des travaux pénibles ou insalubres, ainsi que pour les handicapés ayant un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80 %. Enfin, le programme du PCF se prononce pour « des retraites et pensions plus justes ».

LA FRANCE DES INÉGALITÉS

LES NEUF FRANÇAIS LES PLUS RICHES

- Seydoux Schlumberger avec 3,2 milliards de dollars essentiellement sous forme d'actions du groupe de services Schlumberger.

- Mulliez 85 % du groupe Auchan avec une fortune estimée à 2,2 milliards de dollars.

- Liliane Bettencourt 2,1 milliards de dollars, dont le père créa le groupe de cosmétique l'Oréal et qui détient encore 28 % du capital de la firme et qui est également actionnaire dans le groupe Nestlé.

- Pierre Peugeot et sa famille 1,4 milliard de dollars grâce au 23 % du capital de la firme automobile qui porte leur nom.

- La famille Bourlez avec 1,3 milliard de dollars, qui contrôle Cora distribution, Revillon (fourrures), et les

Editions Mondiales.

- La famille Vuitton emmenée par Henry Racamier, avec 1,3 milliard de dollars, détentrice d'actions du groupe de luxe LVMH et de Lanvin.

- David Weli à la tête de l'empire bancaire Lazard Frères ainsi qu'Alain Wertheimer et sa famille qui contrôlent la totalité du groupe Chanel (parfums et habillement) à travers le holding suisse Pamerco, tous se situent à plus d'un milliard de dollars.

- Serge Dassault et sa famille qui contrôlent à peu près 50 % de Dassault Aviation, auquel s'ajoutent les intérêts dans l'électronique, l'informatique, la communication et la recherche médicale qui rentrent également dans la catégorie des 1 milliard de dollars.



Madame Bettencourt avec une fortune évaluée à 2,1 milliards de francs arrive en troisième position des familles les plus riches de France.

LES PATRONS FRANÇAIS PARMIS LES MIEUX PAYÉS DU MONDE

Si les patrons américains semblent incontestablement mériter la médaille d'or des rémunérations avec, en moyenne 3,7 millions de francs avant impôts en 1991, les patrons français, eux, font dans l'argent. Avec 2,25 millions de francs (selon une étude du cabinet Towers Perrin) ils devancent, dans l'ordre, les patrons suisses, italiens, canadiens, britanniques, japonais et allemands. Et encore ne s'agit-il là que d'une partie de l'iceberg, la réglementation française permettant de ne pas informer totalement le public de ce que gagnent les P-DG. Ainsi, si l'on avance des chiffres de 1,6 million de francs par an pour les responsables d'entreprises natio-

nalisées (ELF, UAP, Renault, Thomson...) Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, selon une enquête du « Point » de février de cette année, « aurait conseillé aux patrons publics d'arrondir leurs fins de mois en se faisant verser des salaires complémentaires par leurs filiales étrangères. Un conseil apparemment suivi... ».

Ces grosses rémunérations seraient obtenues par ce qui relève du salaire, mais surtout par les stock-option, c'est-à-dire la possibilité offerte à ces dirigeants d'acheter des actions de leur entreprise à des cours moindres que ceux de la Bourse, ainsi que par les avantages en nature.

Les patrons-français seraient aussi devenus, affirme la « Tribune de l'Expansion », des spécialistes des parachutes dorés, expression qui recouvre les compensations très conséquentes qu'ils reçoivent pour leur départ. Et de citer, à titre d'exemple, Alain Chevalier qui a empoché un coquet chèque de 25 millions de francs.

Pour prendre toute leur valeur, ces chiffres doivent être mis en rapport avec les performances plus que médiocres des entreprises françaises que dirigent ces « chers » patrons de plus en plus spécialisés dans des gestions financières assises sur des licenciements, et des salaires parmi les plus bas d'Europe.

LE PCF PROPOSE

- Instaurer une justice fiscale en relevant le seuil d'exonération pour que la première tranche soit portée au niveau du SMIC à 7.000 F.

- Procéder à la démocratisation de la fiscalité en révisant l'assiette et le barème de l'impôt sur la fortune.

- Taxer les capitaux spéculatifs et les grosses fortunes.

- Réforme des finances locales : dégrèver de la taxe d'habitation les contribuables exonérés de l'impôt sur le revenu et plafonner celle-ci à 2 % du revenu, abaisser à 6 % les taux d'intérêts des prêts aux communes.

LOIRE-ATLANTIQUE, ESPACE D'ESPOIRS ?

ON NE BAISSÉ PAS LES BRAS A MONTOIR-DE-BRETAGNE

Hubert BOUVER, fils d'une veuve qui n'était pas riche, est devenu le premier magistrat d'une commune « qui n'est pas pauvre ». OÙ puise-t-il ses raisons de ne « jamais désespérer », entre d'une part la pratique du corps humain sportif, du corps humain travailleur, la maîtrise des terres et des eaux, et d'autre part le souci de l'être humain chômeur, le souci de l'air qu'on respire ?

« Ça commence à Pénestin avec un vieux mot du XVI^e siècle (voyez le dictionnaire), les douets, c'est-à-dire là où ma mère allait laver le linge. A 6 ans et demi j'étais orphelin de père ; elle devait aussi travailler les bords de la Vilaine, où elle pêchait les moules pour nous nourrir, et pour la revente. Ma mère travaillait encore les terres à vignes de noah où j'allais la rejoindre aux vendanges quand il n'y avait pas école. Après quoi je l'ai rejointe aux Chantiers, elle femme de ménage, moi jeune ajusteur.

La Loire avait un autre visage qu'aujourd'hui, bancs de sable, vasières de Gron, lieux privilégiés pour la pêche, la chasse, la

détente. Maintenant, maire d'une commune qui ne compte plus que 4 ou 5 fermes, je travaille à aménager les rives de notre étroit Brivet, pour en faire un espace de loisirs.

Les rives de la Loire, constituent notre mine d'or : un complexe industriel et portuaire d'où filent les voies vers Nantes, à la porte de Saint-Nazaire, et qui ouvre ses nouvelles zones jusque vers les Antilles, compensant, financièrement au moins, la disparition d'une usine comme la S M P A.

Voilà pour la terre, voilà pour les eaux. Quand à l'air, il pourrait être celui d'une zone à risques, mais les vents d'ouest nous épargnent. Cet air exige d'être



L'Hôtel de Ville

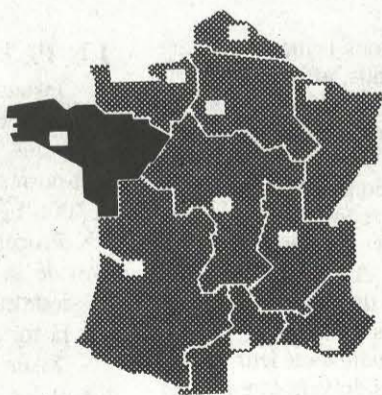
constamment analysé, d'être amélioré aussi par des travaux renouvelés et des investissements d'épuration.

Oui, Montoir est urbaine : 80 % de la population active travaille à Alstom Atlantique,

à la S N I A, dans le bâtiment. Et c'est là que je m'assombris devant le taux de chômage de 18 %. Il me peine de désappointer un jeune en n'offrant par exemple qu'un emploi d'administration locale, quand 200 can-

didats se présentent. Un deux-centième d'espoir ! Mon rêve ? non, ma préoccupation, c'est d'amener ici des entreprises, où le travail évidemment ne sera pas réservé aux seuls Montoirins (à suivre).

BRETAGNE-LOIRE ÉQUIPEMENT AU CŒUR DE VOTRE RÉGION.



Notre présence
au cœur de votre région
représente pour vous
un avantage irremplaçable.

Nous apportons
des solutions adaptées,
cohérentes et durables,
dans le cadre
des besoins recensés
et à l'intérieur
d'un budget défini
au préalable.

En somme,
une réponse sur mesure
à votre problème
et la certitude d'avoir fait
le bon investissement.

BRETAGNE-LOIRE ÉQUIPEMENT

Résidence le Pré aux Clercs
Rue de la Belle Fontaine
56100 LORIENT
Tél. 97 21 65 71

 groupe gifco